

RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU TROISIEME TRIMESTRE 2014

Introduction

Le présent rapport fait la situation sur l'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2014. En effet, le troisième trimestre a été marqué par la conclusion d'un nouveau programme triennal soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC 2014-2017) entre les Autorités tchadiennes et le Fonds Monétaire International. Cet important accord qui permet au Tchad d'accéder aux ressources du FMI à hauteur de 120% de sa quote part en Droits de Tirage Spéciaux (DTS) décaissables en six tranches égales sur la durée dudit programme, fait suite à l'exécution globalement satisfaisante du programme des références du 2^{ème} trimestre 2013 par les autorités tchadiennes.

Ce trimestre est également caractérisé par l'adoption du projet de budget 2015 en conseil des Ministres et la mise en ligne de la première version du site web. Le lancement officiel du site a été effectué par le Ministre des Finances et du Budget.

S'agissant du projet de budget 2015, il se présente en recettes à 1 703 milliards de FCFA, en dépenses à 1 943 milliards de FCFA, soit un déficit prévisionnel de 240 milliards de FCFA. Les hypothèses du secteur pétrolier retenues pour élaborer ce projet de budget se présentent comme suit :

- ✓ Prix du pétrole brut : 102,62 dollars/baril ;
- ✓ Décote : 5 dollars /baril ;
- ✓ Le transport : 5,35 dollars/baril pour Esso et 6,5 dollars/baril pour les autres compagnies ;
- ✓ Taux de change : 488,23 FCFA.

Le présent rapport s'articule autour de quatre (4) points essentiels à savoir : (i) les recettes de l'Etat ; (ii) les dépenses de l'Etat ; (iii) les dépenses de pauvreté et (iv) la conclusion.

L'exécution du budget général de l'Etat au titre des recettes à fin septembre 2014, se présente comme suit :

I. Recettes de l'Etat

Les recettes propres de l'Etat (base encaissement) à fin septembre 2014, s'élèvent à 796,562 milliards de FCFA dont 586,716 milliards des recettes fiscales, 183,155 des recettes non fiscales et 26,691 des recettes à classer, pour une prévision au titre de la Loi de Finances Rectificative de 1.646 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 48%. L'on note une progression de 3 points par rapport à la situation cumulée du troisième trimestre de l'année dernière.

Toujours dans le cadre de la Loi de Finances Rectificative, les recettes hors pétrole prévues pour un montant de 471 milliards de FCFA ont connu un recouvrement à fin septembre 2014, d'un montant de 387 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 82%, alors que les recettes pétrolières qui ont été prévues pour un montant de 874 milliards de FCFA ont été recouvrées à hauteur de 409 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 47%, taux qui représente la moitié du taux de recouvrement des recettes hors pétrolières.

Recettes fiscales

S'agissant des recettes fiscales prévues au titre de la Loi de Finances Rectificative 2014, qui s'élèvent à 1039,997 milliards de FCFA, 586,716 milliards de FCFA ont été recouvrés au 30 septembre 2014, soit un taux de réalisation de 56%.

Au niveau des régies, à la Direction Générale des Impôts, sur une prévision annuelle de 260 milliards de FCFA, 224 milliards de FCFA ont été recouvrés, soit un taux de 86 % à fin septembre 2014. L'objectif trimestriel est de 68,55 milliards de FCFA pour une réalisation de 72, 822 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 106%.

La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects a, quant à elle, fait une réalisation de 106 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 140 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 75 %. L'objectif trimestriel est de 26,5 milliards de FCFA pour une réalisation de 38,169 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 144%.

Seul, le Domaine se pointe à la queue des réalisations des régies avec une prévision annuelle de 51,48 milliards de FCFA au titre du Collectif budgétaire 2014, une réalisation de 22,297 milliards de FCFA a été enregistrée, soit un taux de 43%.

Recettes non fiscales

Pour ce qui concerne les recettes non fiscales, et ce par rapport à la prévision de la Loi de Finances Rectificative, les réalisations s'élèvent à 183,155 milliards de FCFA pour une prévision de 604,600 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation 30% au 30 septembre 2014.

Recettes en capital

Pour une prévision annuelle au titre de la Loi de Finances Rectificative 2014 de 20 milliards de FCFA, 2,406 milliards de FCFA ont été réalisés à fin septembre, soit un taux de réalisation de 12%.

II. Dépenses de l'Etat

Au cours de son exécution, la Loi de Finances initiale 2014 a connu des modifications. Les dépenses globales sont passées de 1.551 milliards de FCFA à 1.686 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances Rectificative. Les dépenses globales, y compris les intérêts de la dette et les amortissements ont été ordonnancées au 30 septembre 2014 à hauteur de 1.016 milliards de FCFA soit un taux d'exécution globale de 61 %. On note une variation de 14,86 points par rapport à fin juin 2014.

1. Dépenses courantes

Au titre de la dette intérieure et extérieure, la Loi de Finances Initiale a prévu un montant de 30 milliards de FCFA. Ce montant a été modifié et s'établit à 50 milliards de FCFA au titre du Collectif Budgétaire. A fin septembre 2014, 15 milliards de FCFA ont été ordonnancés, soit un taux d'exécution de 30 %. On note une progression de 8,61 points par rapport à l'exécution à fin juin.

Au titre des dépenses du personnel, les dépenses (salaires, traitements et diverses indemnités) ont connu une légère diminution lors de son exécution. Initialement arrêtées à hauteur de 356 milliards de FCFA, elles passent à 344 milliards FCFA au titre de la Loi de Finances rectificative, et ont été ordonnancées à fin septembre 2014, à concurrence de 253 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 73 %. Cette diminution de la prévision s'explique par le fait de la suppression de certains postes des agents de commandement.

Au titre des Biens et services, tout comme au niveau des dépenses du personnel, ont subi une légère diminution. Initialement prévues pour un montant de 139 milliards de FCFA, elles passent à 128 milliards de FCFA et ont été ordonnancées à hauteur de 85 milliards de FCFA à fin septembre 2014, soit un taux d'exécution de 63 %. On note une progression de 7 points par rapport à fin juin 2014.

Au titre des Transferts et subventions, une augmentation de 17 points par rapport à fin juin a été enregistrée. Ces dépenses ont été réajustées à la baisse, lors du Collectif Budgétaire. Pour un montant de 331 milliards de FCFA voté initialement, elles passent à 321 milliards de FCFA. Elles ont été ordonnancées à concurrence de 234 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 73 %.

Au titre du principal de la dette, prévu pour un montant de 192 milliards de FCFA au titre de la Loi de Finances initiale, ce poste de dépense (extérieure, intérieure) a connu une augmentation lors du Collectif budgétaire.

Il est arrêté à 308 milliards de FCFA et a été exécuté au 30 septembre 2014, à hauteur de 77 milliards de FCFA soit un taux d'exécution de 25 %.

2. Dépenses en capital

Les dépenses d'Investissements et d'équipements sur ressources intérieures, sont passées de 502 milliards de la Loi de Finances initiale à 517 milliards de FCFA lors de la Loi de Finances Rectificative, et ont été engagées à hauteur de 352 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 68%. On note une augmentation de 18,07 points par rapport à fin juin.

Dépenses sur ressources extérieures

Les dépenses sur les financements extérieurs, n'ont pas connu de modifications lors du Collectif Budgétaire 2014.

- Sur les prévisions de la Loi de Finances Rectificative de 191,990 milliards de FCFA d'Aides, Dons et Subventions et d'emprunts, environ 110,222 milliards de FCFA ont été exécutés au 31 août 2014, soit un taux d'exécution de 57,41%.
- Les décaissements en Aides, Dons et Subventions sont d'environ 67,370 milliards de FCFA sur des prévisions de 142,217 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 47,37% sur ces prévisions.
- Les décaissements des Emprunts Projets sont estimés à 42,852 milliards de FCFA sur des prévisions de 49,772 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 86%.

III. Dépenses des secteurs de pauvreté

D'une manière globale, les dépenses des secteurs de pauvreté (Education, Santé, Développement rural, Elevage et Hydraulique, Enseignement Supérieur) exécutées à fin septembre 2014, s'élèvent à 263,548 milliards de FCFA par rapport à une prévision de 327,036 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 81%.

- Au titre du Personnel, le montant ordonnancé s'élève à 124,329 milliards de francs CFA, au 30 septembre 2014, pour une prévision de 145,444 milliards, soit un taux d'exécution de 85% ;

- Les dépenses de Biens et Services exécutées au 30 septembre 2014 s'élèvent à 15,680 milliards de francs CFA pour une prévision de 19,885 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 79% ;
- Les dépenses de Transferts et Subventions exécutées à fin septembre 2014 ont atteint un montant de 63,430 de milliards de francs CFA, sur une prévision de 88,512 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 72% ;
- Les Investissements sur les ressources intérieures, prévues pour un montant de 73,194 milliards de FCFA, ont été ordonnancés au 30 septembre 2014 à hauteur de 60,108 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 82%.

Conclusion

La situation du troisième trimestre de l'exercice budgétaire 2014, est marquée d'une manière générale par un ralentissement des activités économiques, nonobstant les performances observées ça et là à travers les régies financières (DGI et DGDDI). La DGI a enregistré une performance cumulée au troisième trimestre de 123,4% contre 114,6% au deuxième trimestre. Cette situation favorable est due aux mesures prises par la DGI d'améliorer la mobilisation des recettes et la mise en place d'un bon système de contrôle fiscal.

Au niveau de la DGDDI, l'on note une variation de 40 points au troisième trimestre par rapport au second trimestre. Cette performance s'explique par les liquidations des annuités des engins des grands travaux avec des crédits d'intérêt et l'accroissement des flux de marchandises en provenance de l'Est et de la frontière Ouest via la ville de Moundou.

En ce qui concerne les dépenses, l'on note une bonne exécution avec un taux d'exécution de 61% alors que dans les secteurs prioritaires de l'Etat, il s'affiche un taux global d'exécution de 81%.

Le rythme d'exécution des dépenses pourrait être ralenti au quatrième trimestre du fait de la clôture de la gestion budgétaire qui interviendra vers la fin du mois de novembre, ce qui impacterait le taux d'exécution.

Le Ministre des Finances et du Budget



BEDOUMRA KORDJE